



Octobre 2019

Inform. Mobiliser pour résister. Revendiquer et reconquérir

### CONSEILLERS AUX DÉCIDEURS LOCAUX

#### CARRÉMENT DÉCONNECTÉS DU LOCAL

La DGFIP lance une nouvelle campagne pour «apprécier la qualité des prestations assurées par la DGFIP au profit des collectivités locales en matière de conseil financier et fiscal». Les comptables publics SPL sont ainsi invités à adresser à leurs ordonnateurs, «lors de la présentation d'une analyse financière» un chemin d'accès permettant d'ouvrir un questionnaire.

Le hasard faisant bien les choses, c'est en effet en pleine promotion du Nouveau Réseau de Proximité (NRP) et de la trouvaille emblématique du « Conseiller » que cette enquête arrive.

L'enquête est de surcroît très restrictive puisque la notion de conseil s'y trouve circonscrite aux seules analyses financières ou simulations sur la fiscalité directe locale.

Il est aussi une dimension trop souvent négligée du rôle de conseil assurée par les trésoreries : le conseil de proximité, réalisé par le comptable mais aussi par les agents à destination des élus : conseil budgétaire, comptable, fiscal et financier, rectification d'une mauvaise imputation d'un titre de recette ou d'un mandat, éligibilité ou non d'une dépense à une subvention, ...

La DGFIP, éprouve subitement le besoin de connaître le degré de satisfaction des élus locaux par rapport au service rendu. C'est un comble alors que les élus locaux, en nombre, protestent vivement contre le plan Darmanin, soutiennent les actions des personnels, sont présents dans les manifestations et votent des délibérations pour exiger le maintien de la Trésorerie. Ces réactions des élus constituent autant d'indicateurs de satisfaction.

#### Pourquoi la DGFIP a-t-elle choisi de les interroger maintenant ?



Dans l'espoir de pouvoir utiliser leurs réponses pour les mettre en contradiction avec leurs actions de protestation ? Pour tenter de leur faire passer la pilule du Conseiller aux décideurs locaux (CDL) ? Pour tenter de leur faire croire qu'on s'intéresse à ce qu'ils souhaitent et que la qualité du service serait l'objectif central de la réforme Darmanin ?

Au contraire, le futur Carrément Déconnecté du Local (CDL) sera estampillé conseiller en matière noble (analyses financières, simulations fiscales etc...) mais il ne faudra pas compter sur lui pour régler le quotidien puisqu'il n'aura pas en charge la gestion ! Que vaudront ces conseils aux assemblées délibérantes sur la gestion

placée sous la responsabilité d'un comptable ? Qu'apporterait-il de plus en l'état qu'un chargé de clientèle d'un cabinet de conseil privé ?

#### Si le but de cette enquête était de promouvoir le CDL, c'est raté !

FO DGFIP affirme que cette scission des missions de conseil et de gestion serait une aberration. Tous les acteurs de terrain (élus, comptables publics) vous le diront : toute démarche de conseil s'appuie de façon contemporaine sur la réalisation d'actes de gestion. C'est une séparation artificielle que la DGFIP crée qui débouchera sur une invraisemblable usine à gaz.

C'est donc pour la promouvoir que la DGFIP, contre les démonstrations de satisfactions que les élus apportent tous les jours, déploie des trésors de persuasion pour convaincre les comptables de s'y engouffrer et les collectivités d'y adhérer.

Mais que diable iraient-ils faire dans cette galère !

ÉLUS, COMPTABLES, AGENTS :

TOUS UNIS POUR LE RETRAIT DU PLAN DARMANIN

### Dialogue social

#### FO FONCTION PUBLIQUE ÉCRIT À O. DUSSOPT

« Le 16 septembre dernier, nous saisissons le 1<sup>er</sup> Ministre pour exprimer nos attentes en matière de dialogue social. En effet, les derniers 18 mois de consultation/concertation n'ont jamais été de véritables discussions et encore moins de négociations. La preuve indéniable de ce constat d'échec est le vote unanime des 9 syndicats représentatifs contre le projet de Loi de transformation de la Fonction publique lors de sa présentation. »

Face à un Président de la République et un 1<sup>er</sup> Ministre qui affirment entrer dans l'acte II du quinquennat avec la volonté d'un dialogue social plus constructif, FO attend le même engagement du ministère de la Fonction publique.

C'est dans cet esprit d'ouverture que FO s'inscrit dans les discussions sur les nombreux décrets d'application nécessaires à la Loi de Transformation de la Fonction publique.(...)

Nous espérons donc que l'acte II du quinquennat ne se résumera pas à cette première réunion de la DGAFP et que votre cabinet et vous-même saurez prendre en compte nos propositions et revendications.

Comptant sur votre réponse, » ...

